

Regards Citoyens

Parlement & Open Data De la donnée à la transparence



Benjamin Ooghe-Tabanou
M2 Nanterre – 3 novembre 2015



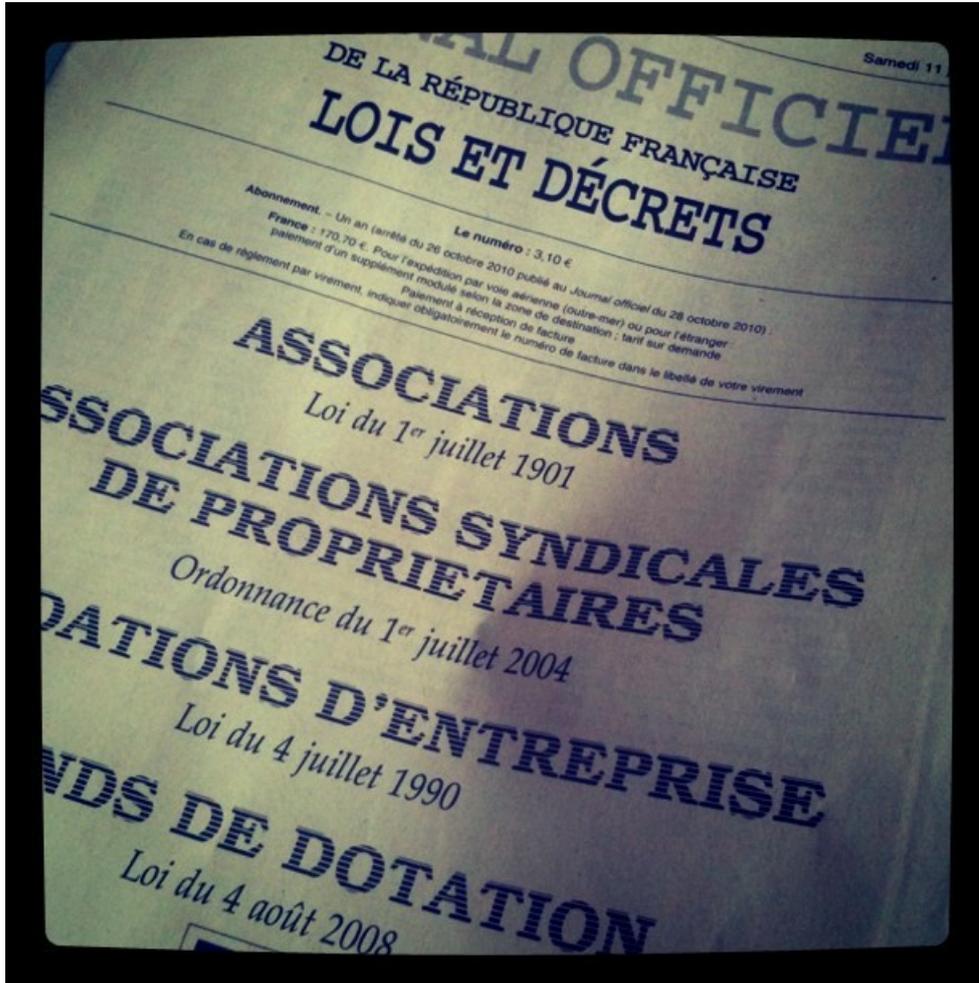
Regards Citoyens ?

- Des férus de numérique
- Qui se passionnent pour l'activité parlementaire en 2009
- Mettent leurs compétences techniques au service de cette passion
- Environ 10 membres actifs
- Entièrement bénévole (budget \approx 4000 € / an)





La démocratie, équipée pour la transparence



cc by-sa vincentwiki flickr

ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés | Dans l'hémicycle | Commissions et autres instances | Documents parlementaires | Europe et international | Découvrir l'Assemblée | Informations pratiques

SÉANCE PUBLIQUE
Transition énergétique : le texte revient à l'Assemblée en nouvelle lecture

Mardi 19 mai à 16h15, l'Assemblée commence l'examen en nouvelle lecture du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

[En savoir plus](#)

INFORMATION
Comptes de l'Assemblée nationale pour 2014

Lundi 18 mai matin, l'Assemblée a rendu publics le rapport de certification de ses comptes par la Cour des Comptes pour l'exercice 2014 ainsi que son annexe (États financiers). La semaine dernière avait également été mis en ligne le rapport du Collège des Questeurs à la Commission chargée de vérifier et d'appurer les comptes pour l'exercice 2014. Voir le rapport de certification

AVIS AVANT NOMINATION
Vice-présidence de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution : audition du candidat

Le portail vidéo

- La séance publique
- Réunions des commissions et autres instances
- Vidéos à la demande

[Entrez à l'Assemblée](#)

SÉNAT
UN SITE AU SERVICE DES CITOYENS

Travaux parlementaires | Vos sénateurs | Europe & International | Territoires | Connaître le Sénat | Espace presse

18 mai 2015 | Accessibilité | Plan du site | Alertes | Abonnez-vous | Recherche | Recherche avancée | français

À la une

Réforme de l'asile
18 mai - Le Sénat poursuit à 21h30 l'examen du projet de loi relatif à la réforme de l'asile. 167 amendements restent à examiner

Climat : quels enjeux pour les régions ?

Auditions de Pierre Moscovici et Jonathan Hill

[Toute l'actualité](#)

À venir

19 Mai. **Mardi à 18h30, le soir et la nuit**
Réforme de l'asile

Consultation des élus locaux sur les conséquences de la baisse des dotations de l'État

Première visite

Vidéos Sénat
La séance en direct | Toutes les vidéos

Sénat mode d'emploi
Le Sénat vote la loi et contrôle le gouvernement
Qui sont les sénateurs ?
Assister aux séances du Sénat
Le palais et le jardin du Luxembourg
L'Essentiel du Sénat

Mon Sénat

En séance

Accès rapide
Projets/propositions de loi
Rapports
Comptes rendus
Sénateurs
Séance/dérouleur en direct
Tous les dérouleurs
Questions

Agenda du Sénat



Documents ≠ Données

M. Jacques Pélissard

Jura (1^{re} circonscription)

Mandat en cours

Partager



Union pour un
Mouvement
Populaire

Commission	Membre de la commission des lois
Biographie	Né le 20 Mars 1946 à Lyon (Rhône) Avocat
Suppléant	Mme Christelle Morbois
Contact	Écrire à M. Jacques Pélissard Visiter le site de M. Jacques Pélissard
Déclaration d'intérêts et d'activités	Consulter la déclaration d'intérêts et d'activités de M. Jacques Pélissard

Actualité
Fonctions
Historique
Contact

Fonctions

Fonctions à l'Assemblée nationale Autres fonctions

Mandat

Réélu le 17/06/2012 (Date de début de mandat : 20/06/2012)

Commissions

Membre

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

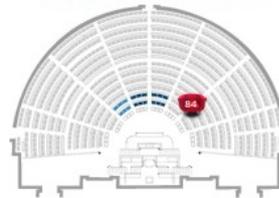
Groupes d'études

Membre

Gaz de schiste
Région du Kurdistan irakien

Place dans l'hémicycle

Agrandir l'hémicycle



Département

Jura

```

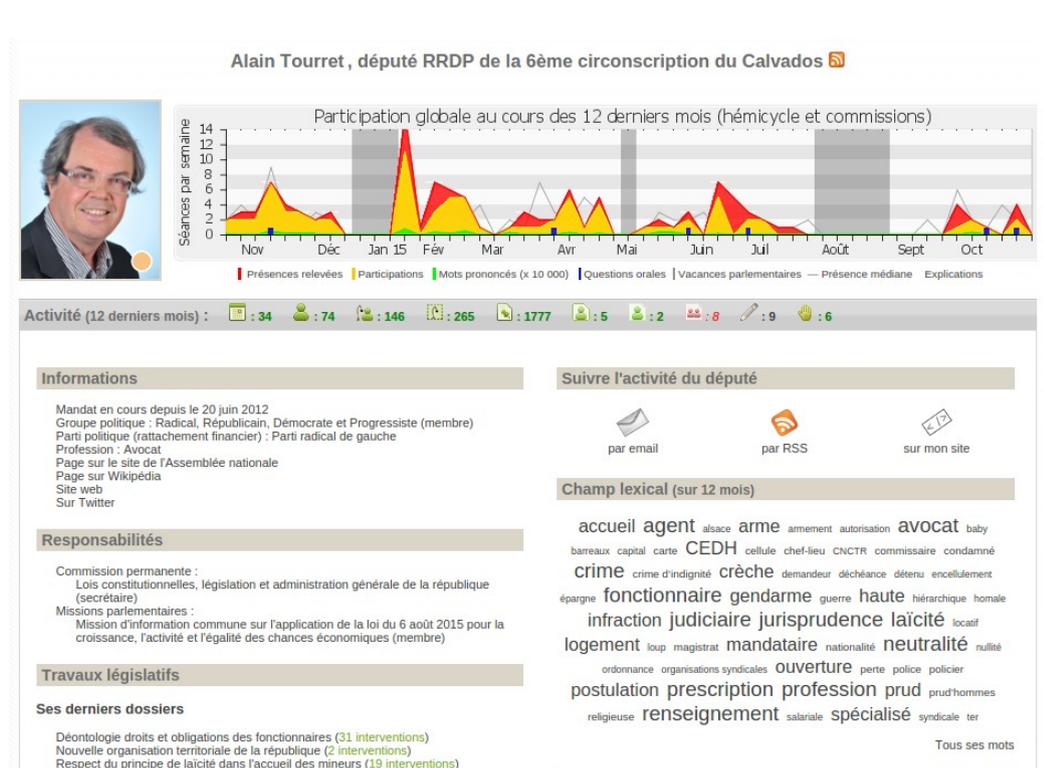
▼ <depute>
  <id>293</id>
  <nom>Jacques Pélissard</nom>
  <nom_de_famille>Pélissard</nom_de_famille>
  <prenom>Jacques</prenom>
  <sexe>H</sexe>
  <date_naissance>1946-03-20</date_naissance>
  <lieu_naissance>Lyon (Rhône)</lieu_naissance>
  <num_deptmt>39</num_deptmt>
  <nom_circo>Jura</nom_circo>
  <num_circo>1</num_circo>
  <mandat_debut>2012-06-20</mandat_debut>
  ▼ <groupe>
    <organisme>Union pour un mouvement populaire</organisme>
    <fonction>membre</fonction>
  </groupe>
  <groupe_sigle>UMP</groupe_sigle>
  <parti_ratt_financier>Union pour un Mouvement Populaire</parti_ratt_financier>
  ▼ <responsabilites>
    ▼ <responsabilite>
      ▼ <organisme>
        Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administ
      </organisme>
      <fonction>membre</fonction>
    </responsabilite>
  </responsabilites>
  ▼ <responsabilites_extra_parlementaires>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Comité des finances locales</organisme>
      <fonction>membre suppléant</fonction>
    </responsabilite>
  </responsabilites_extra_parlementaires>
  ▼ <groupes_parlementaires>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Groupe d'amitié france-koweit</organisme>
      <fonction>vice-président</fonction>
    </responsabilite>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Groupe d'études région du kurdistan irakien</organisme>
      <fonction>membre</fonction>
    </responsabilite>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Groupe d'études gaz de schiste</organisme>
      <fonction>membre</fonction>
    </responsabilite>
  </groupes_parlementaires>
  ▼ <sites_web>
    <site>http://www.jacques-pelissard.fr</site>
  </sites_web>
  ▼ <emails>
    <email>jacques.pelissard@ville-lons-le-saunier.fr</email>
    <email>jpelissard@assemblee-nationale.fr</email>
  </emails>

```



NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

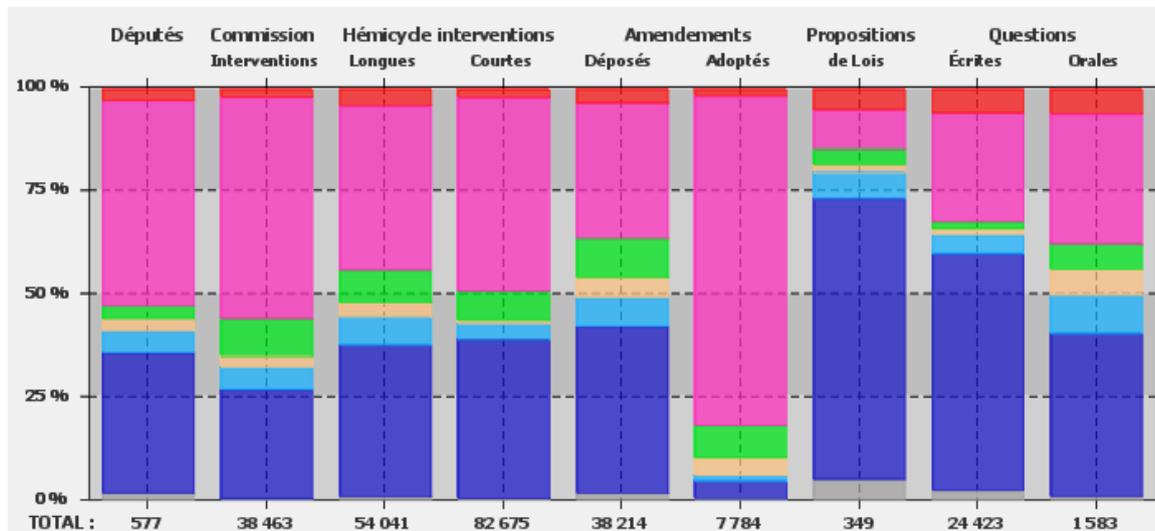
- Mettre en valeur l'activité des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat
- Utiliser un maximum de données publiques issues du JO ou des sites de l'Assemblée et du Sénat
- Mises à jour automatiques toutes les 8 heures



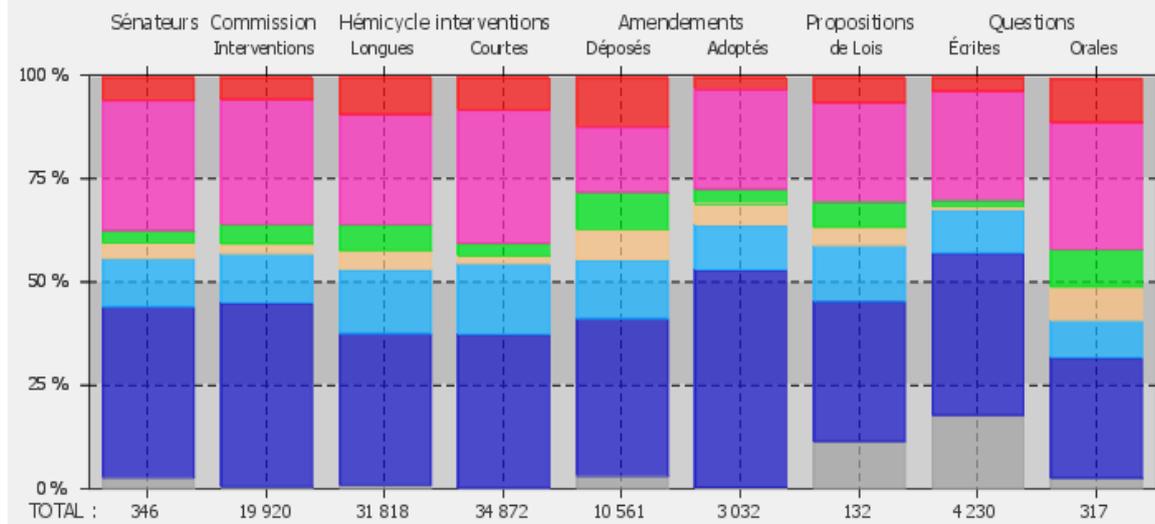


Une 1^{ère} approche synthétique

Députés



Sénateurs





Renouer le lien citoyens – élus

- Identifier ses élus
- Suivre leur activité
- Consulter le travail au fond
- Commenter et dialoguer

Trouver son député



Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

Exemples : patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...

Trouver mon député

Suivre l'activité du député



par email



par RSS



Renouer le lien citoyens – élus

Suivre l'actualité parlementaire sur un sujet précis

Résultats pour « "données publiques" OR "informations publiques" »

Affiner par date : entre septembre 2009 et novembre 2011



Résultats 1 à 20 sur 352185 triés par pertinence — trier par date

Amendement N° 247 au texte N° 2827 - Article 30 ter (Tombe)

Cet article vise à permettre de réaliser des enquêtes administratives sur les personnes demandant des licences de réutilisation des **données publiques**, afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de faire un usage contraire à l'ordre public de ces données. Tel qu'il est rédigé, l'article permet, potentiellement, de réaliser des enquêtes administratives sur tous les demandeurs d'**informations publiques**, quelque soit la nature des informations demandées. En effet, il vise l'article 16 de la loi du 17

Consulter

Question N° 56147 du 28/07/09 (Premier ministre) (Réponse le 29/09/09)



Lionel Tardy

promouvoir la réutilisation des **informations publiques**, a incité depuis lors chaque administration à constituer un répertoire des principaux documents et informations réutilisables qu'elles détiennent. Assistés en cela par l'APIE, six ministères ont déjà mis en ligne un répertoire des **informations publiques**. Le plan France Numérique 2012 annoncé par le Gouvernement en octobre 2008 prévoit le développement d'un portail unique d'accès aux **données publiques**. Sa conception et sa réalisation ont été confiées

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filtrer par type de résultat

- Interventions (250097)
- Questions écrites (73201)
- Amendements (23456)
- Documents parlementaires (2567)
- Commentaires (1665)
- Députés (638)
- Dossiers (336)
- Organismes (225)

Filtrer par député

- Marc Le Fur (8367)
- Catherine Vautrin (8320)
- Marc Laffineur (7292)



Relier les éléments législatifs

M. Jean-Jacques Urvoas, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Vidalies, ministre délégué. Défavorable.

M. Julien Aubert. C'est un peu court, comme réponse !

(Les amendements identiques n^{os} 69, 70 et 230 ne sont pas adoptés.)

M. le président. La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° 285.

Amendement N° 230 (Rejeté)

Transparence de la vie publique

Discuté en séance le 19 juin 2013

Déposé le 17 juin 2013 par : M. Abad, M. Reiss, M. Fasquelle, M. Gosselin, M. Decool, Mme de La Raudière, M. Darmanin, M. Lazer...



Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)

ART. 10

Après alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« 3° ter Les fonctionnaires de catégorie A et les directeurs des administrations publiques ; ».

Exposé sommaire :

La déclaration d'intérêts doit également toucher les plus hauts représentants de l'État, comme les représentants de l'administration qui en ont la direction. Ils doivent également faire preuve de transparence.



Jean-Jacques Urvoas, rapporteur

Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Denis Baupin, président

Quel est l'avis du Gouvernement ?

[Laisser un commentaire](#)

Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement

Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Julien Aubert

C'est un peu court, comme réponse !

[Laisser un commentaire](#)

Les amendements identiques nos 69, 70 et 230 ne sont pas adoptés.



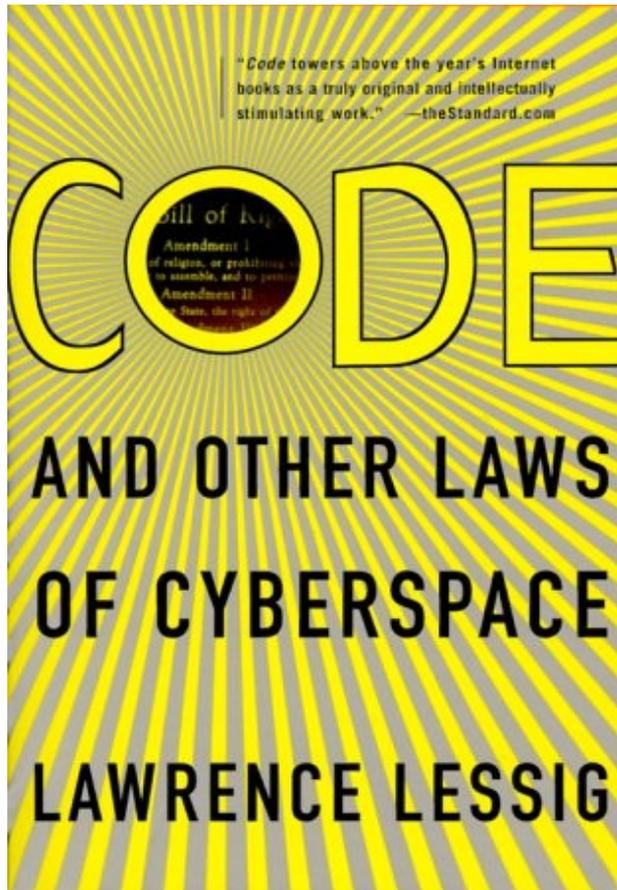
Denis Baupin, président

La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° 285.

[Laisser un commentaire](#)



« Code is Law » ↔ « Law is Code »



Open Legislative Data Conference, Paris 2012

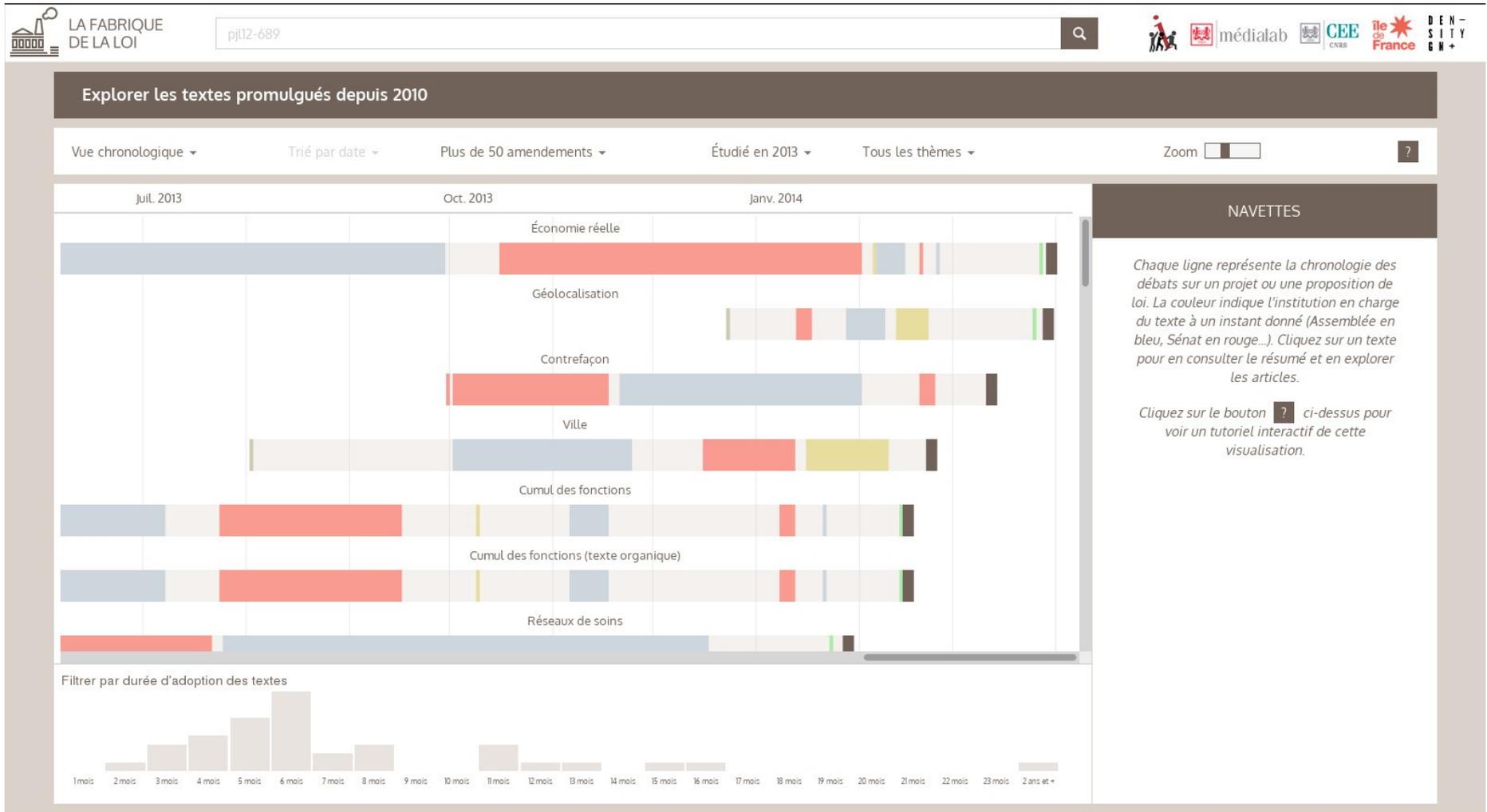


Du législateur au développeur

- Des points communs :
 - Décrire des interactions humaines
 - À travers un formalisme (droit / programmation)
 - Des productions en permanente évolution
- Des besoins communs :
 - Documentation pour comprendre, interpréter, ...
 - Retracer l'évolution dans le temps
 - Retrouver qui est à l'origine de quoi



La Fabrique de la Loi : 270 lois adoptées





Suivre l'évolution du texte au Parlement

LA FABRIQUE DE LA LOI

Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique

[Dossier Sénat](#) [Loi sur Légifrance](#)
[Dossier Assemblée](#) [Open Data / Git](#)

< Voir la chronologie du texte Vue alignée ?

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.
Gouv.	Assemblée		Sénat		CMP	Assemblée		Sénat		AN
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.

Article 1 bis

Titre 1 : Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement

Nouvelle Lecture - Assemblée - Commission

[Explorer les amendements](#)

- I. - L'article L. 1233-90-1 du code du travail est abrogé.
- II. - Au début de l'intitulé de la sous-section 5 de la section 6 du chapitre III du titre III du livre II de la première partie du même code, les mots : "Reprise de site et" sont supprimés.
- III. - Au second alinéa de l'article L. 2325-37 du même code, la référence : "l'article L. 1233-90-1" est remplacée par la référence : "la section 4 bis du chapitre III du titre III du livre II de la première partie".
- IV. - Après le 5° de l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement, il est inséré un 6° ainsi rédigé :
- "6° Le produit de la pénalité mentionnée à l'article L. 773-1 du code de commerce."

À PROPOS BLOG OPENDATA SIGNALER UN BUG MENTIONS LÉGALES CONTACT



Retrouver les amendements et débats

LA FABRIQUE DE LA LOI

Dossier Sénat / Loi sur Légifrance
Dossier Assemblée / Open Data / Git

Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique

< Voir les articles du texte Vue « échiquier politique »

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.	DÉBATS
Gouv.	Assemblée		Sénat		CMP	Assemblée		Sénat		AN	
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.	

Présentation commune

Motion de rejet préalable

Motion de renvoi en commission

Discussion générale commune

Transparence de la vie publique

Article 1er

Après l'article 1er

LÉGENDE

GDR	SRC	ECOLO	RRDP	UDI	UMP	NI
Présidence	Rapporteurs	Gouvernement				

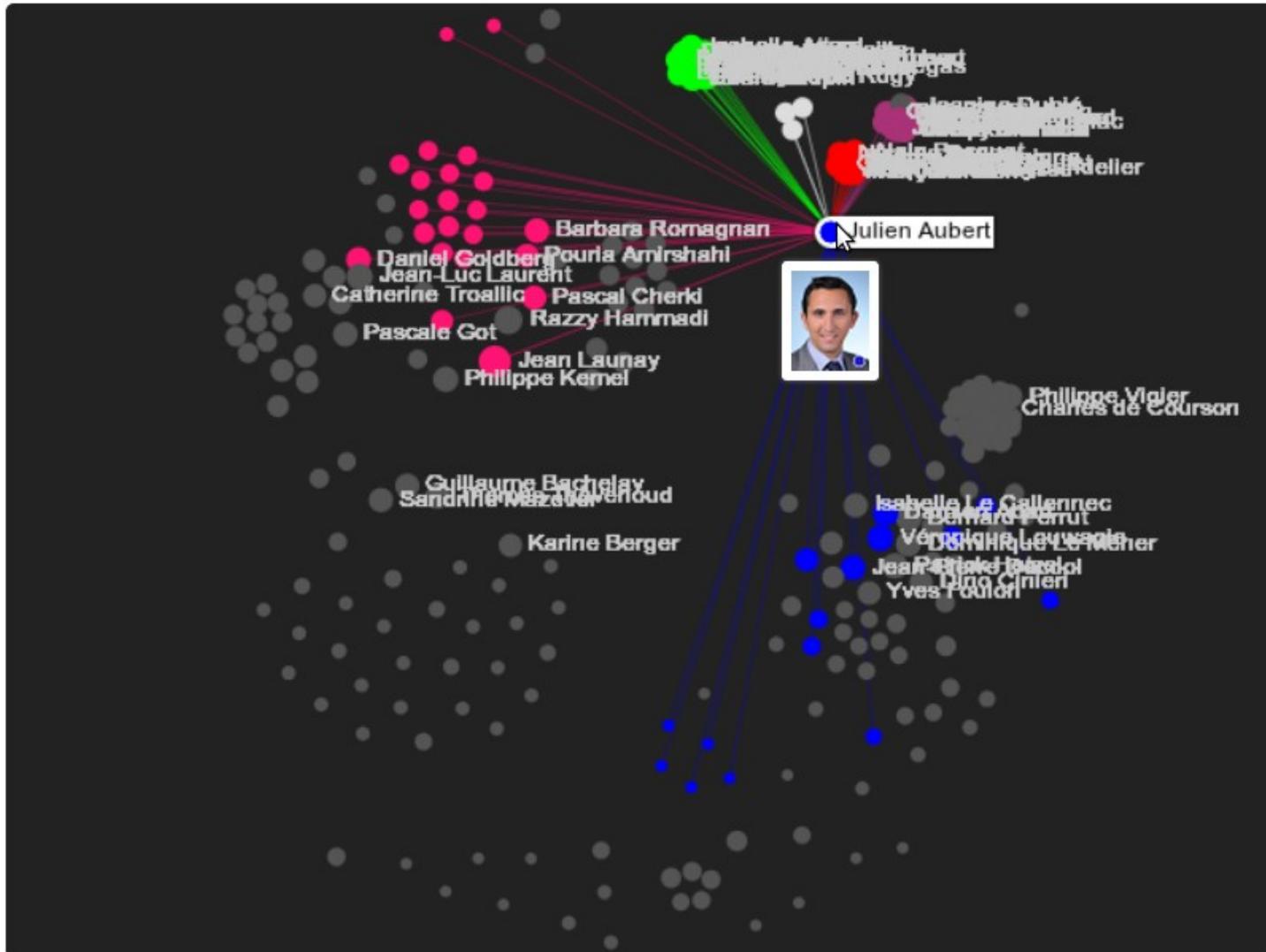
Chaque boîte représente un groupe d'orateurs intervenus dans les débats sur un sujet. La longueur indique le nombre de mots prononcés et la couleur le groupe politique. Cliquez sur une boîte pour voir la liste des orateurs et consulter le texte des débats.

Cliquez sur le bouton ci-dessus pour voir un tutoriel interactif de cette visualisation.

À PROPOS BLOG OPENDATA SIGNALER UN BUG MENTIONS LÉGALES CONTACT



Explorer la proximité politique par texte





Limites pratiques et techniques

Complexité à transformer les textes en données

Article 8

Le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« CHAPITRE III

« [...]

« Art. L. 2113-22 et L. 2113-23. – (Non modifiés) »

missing unmodified text

missing article

deleted text

Article 10

I. – (Supprimé)

II à XIII. – (Non modifiés)

XIV. – Les 1^o et 2^o de l'article L. 5321-1 du même code sont ainsi rédigés :

« 1^o Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, en application des articles L. 2113-1 à L. 2113-3. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées aux articles L. 2113-2 et L. 2113-3 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;

« 2^o Transformation en commune nouvelle, en application des articles L. 2113-2 et L. 2113-3, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».

XV à XVIII. – (Non modifiés)

XIX. – (Supprimé)

Projet de loi portant engagement national pour l'environnement

Repères ?

[Sommaire](#) [Page précédente](#)

ERRATUM

Au rapport n° 567 (2009 - 2010)

1^o) Page 387, lire :

Articles 2 bis B à 2 bis

2^o) Page 443, lire :

Article 15

3^o) Page 491, à l'article 25, après le 14^{ème} alinéa (I bis-), insérer l'alinéa suivant :

II.- Le II de l'article 23-1 de la même loi est ainsi modifié :

4^o) Page 525, après l'article 36 bis A, insérer les lignes :

Article 36 bis

5^o) Page 535, après l'article 40 quater A, insérer les lignes :

Article 40 quater

6^o) Page 541, après l'article 44 ter, insérer les lignes :

Articles 44 quater et 44 quinquies

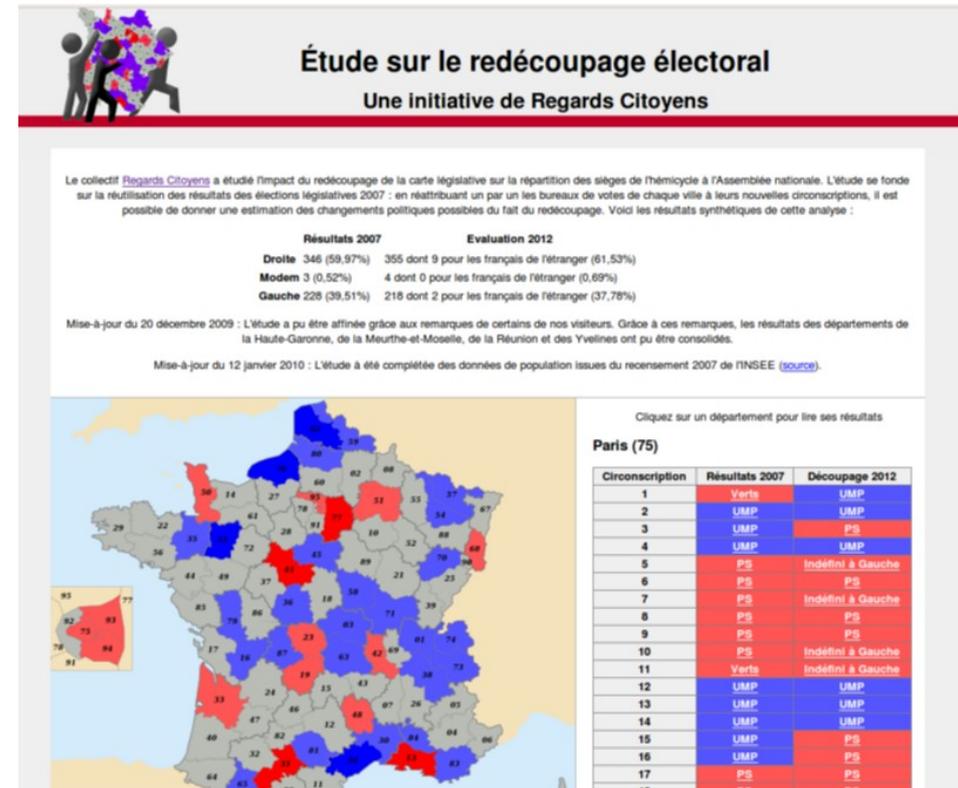
textes partiels, errata, tableaux, ...

→ 70% des textes seulement



Évaluation du redécoupage électoral

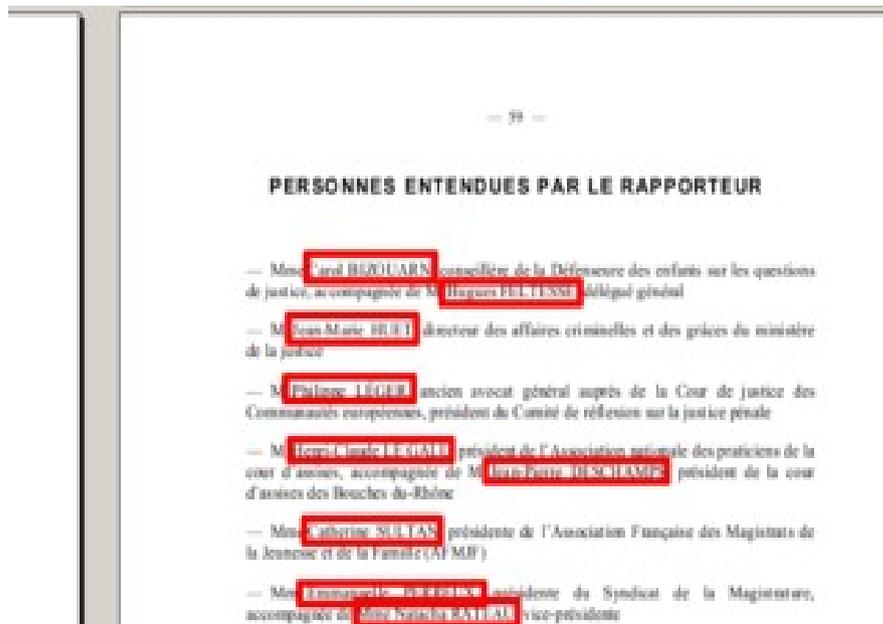
- Évaluer l'impact politique du redécoupage électoral
- Accès aux résultats à la granularité du bureau de vote
- Géolocaliser les bureaux





Recréer des données en crowdsourcing

Extraction des lobbies à partir des listes d'auditions annexées aux rapports de l'Assemblée



RegardsCitoyens.org

TRANSPARENCE INTERNATIONALE FRANCE

Numérisons les lobbys de l'Assemblée nationale

Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence Internationale France](#) et [Regards Citoyens s'associent](#) pour mieux connaître les lobbys de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !

Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques **Etre averti** **Connexion**

Top Contributeurs

1. Nicoz (1455)
2. moira (974)
3. aline250 (752)
4. IsO1 (705)
5. gregoirede... (602)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un rapport parlementaire :

- M. Kee Keong Patrick KHAW, Institut de la microélectronique
- M. Charles LEE, Directeur stratégique du marketing, Institut de la microélectronique
- M. Daniel NOGUEIRA, Directeur des achats, Soitec Singapore
- M. Patrick PLANTE, Président directeur général, Centre Thales Technologie de Singapour
- M. Bertrand STOLTZ, Directeur financier, STMicroelectronics Asia Pacific
- M. Chor Shen TAY, Conseil de recherche pour la science et l'innovation
- M. Keng Hwa TEO, Responsable...

1174 rapports • 16860 noms • 3214 citoyens • 2 semaines



Recréer des données en crowdsourcing

Numérisation des déclarations d'intérêts manuscrites des parlementaires

 Déclaration de Franck Marlin [↗](#)

Partie 11 / 12

Activités conservées

10° Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalité d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
SIREDON - SUDS MORANGIS	Président	Néant
CENTRE HOSPITALIER SUD-ESSONNE DOZEMAN-ETANDES	Président du conseil de surveillance	Néant
CCAS - SUDS ETANDES	Président	Néant
CAISSE des Ecoles SUDS ETANDES	Président	Néant

[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.
Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
<input type="text" value="Employeur n°1"/>	<input type="text" value="Description n°1"/>	<input type="text" value="Rémunération n°1"/> ✕
<input type="text" value="Employeur n°2"/>	<input type="text" value="Description n°2"/>	<input type="text" value="Rémunération n°2"/>

[Signaler un problème](#) [Valider le formulaire vide](#) [Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

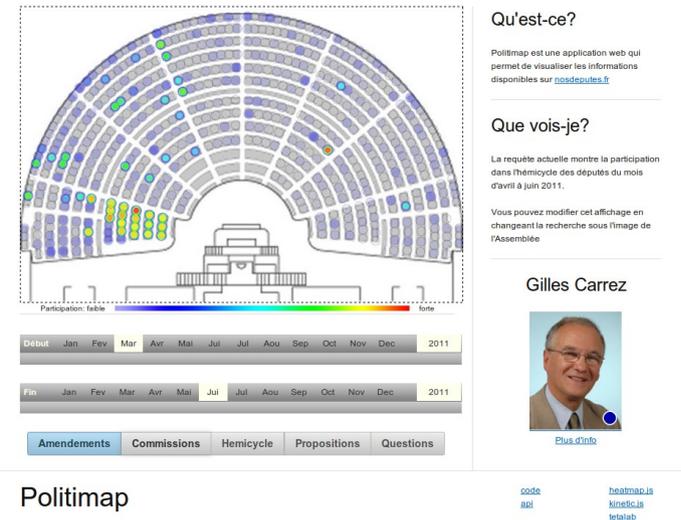
[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)

925 élus · 11000 extraits de PDFs · 7924 citoyens · 10 jours



De l'Open Data sans le savoir !

- Création, reconstruction des données publiques :
75% du temps de travail
- Redistribuer les données
- Plus de données publiques
→ plus d'initiatives citoyennes





Mais l'Open Data, c'est quoi ?

- Mise à disposition des données pour leur libre réutilisation :

- Du service public
- Non-personnelles
- Non soumises au secret



cc-by-sa justgrimes flickr

- 3 principes pour empêcher toute rupture d'égalité :

- Pas de barrière financière → données gratuites
- Pas de barrière juridique → licences libres
- Pas de barrière technique → formats ouverts



Merci de votre attention



<http://RegardsCitoyens.org>

@RegardsCitoyens